

Motion du collège Xavier Bichat
présentée au CA du Jeudi 21 Mars 2024

Nous, élus enseignants et personnels représentants au CA et représentants des parents d'élèves, présentons cette motion afin de faire savoir notre mécontentement et grande inquiétude face au chiffrage de la DHG accordé pour la mise en place de la réforme annoncée au B.O. du 18 Mars 2024.

En effet, nous n'avons pas, à l'heure actuelle, les moyens de mettre en place cette réforme de façon satisfaisante pour nos élèves et pour l'ensemble de l'équipe éducative.

Pour commencer, la mise en place des "groupes de besoins" en mathématiques et français sur l'ensemble de l'horaire des 2 disciplines pose problème.

D'abord, nous n'avons pas suffisamment d'enseignants (donc d'heures-postes) pour organiser ces groupes en barrette. Chaque classe se verra donc avec des créneaux fractionnés et éclatés sur la semaine. Cela sera source de stress, de confusion et de fatigue notamment pour les élèves de sixième qui seront en difficulté pour se repérer dans leur emploi du temps. Cela générera des contraintes énormes pour la vie scolaire avec des morceaux de classe qui se retrouveront en étude.

Cela provoquera une désorganisation des équipes éducatives avec la mise en place d'emplois du temps très morcelés et donc des conditions de travail fort dégradées.

Ensuite, la mise en place des groupes de niveaux est financée par la "marge" de l'établissement ce qui nous force à supprimer des dispositifs dont nous avons testé l'efficacité en particulier l'Accompagnement Personnalisé, pourtant inscrit dans les textes ainsi que les EPI qui en permettant une approche interdisciplinaire et moins scolaire aide les élèves en difficulté à mettre du sens dans les apprentissages.

De plus, la mise en place de ces groupes pose de nombreuses questions à la fois éthique et pédagogiques quant aux risques de stigmatisation des groupes "plus faibles", à l'efficacité pédagogique du système, à la complexité de mener des projets pédagogiques riches (avec les contraintes créées par les emplois du temps et celles créées par les demandes de subvention qui sont, jusqu'à présent, acceptées pour une classe entière et jamais un groupe). Par ailleurs, mettre en place des projets d'EAC qui demandent un temps long deviendra compliqué voire impossible avec des groupes d'élèves flexibles, constitués sur des périodes limitées, aux emplois du temps différents. Les changements de groupe au cours de l'année risquent également d'engendrer stigmatisation ou concurrence, dans une société qui a tant besoin d'apaisement. Ces changements impliquent également une concertation étroite entre enseignants et une harmonisation de la progression, sans qu'aucune heure de concertation ni aucune formation n'ait été envisagée.

Ainsi, ni sur le plan pédagogique, ni sur le plan éthique, ni sur le plan pratique, les groupes de niveaux ne répondent aux réels besoins de nos élèves. **Ils contribuent dans les conditions de cette DHG à dégrader les conditions d'apprentissage au collège Xavier Bichat.**

Outre les problèmes engendrés par la mise en place des groupes de niveaux, d'autres éléments dans la DHG nous alarment : ils concernent les effectifs. En effet, **les effectifs de nos futurs Troisièmes sont largement sous-estimés** avec une perte de vingt élèves de la Quatrième à la Troisième. Ce niveau nous inquiète particulièrement car il cumule les difficultés depuis la Sixième. Les résultats aux évaluations nationales de 4^e tant en français (score moyen obtenu 237.9) qu'en mathématiques (score moyen obtenu 246.7) sont inférieurs aux moyennes académiques et nationales. Au final, 55.4% de nos élèves de 4^eme sont en français dans les groupes à besoin ou fragile. Ce nombre s'élève à 49.9 % en mathématiques. Les résultats au DNB 2023 (84.8%) sont inférieurs aux moyennes du département (87.5%) et de l'académie (87.6%). Les notes obtenues dans toutes les épreuves écrites

sont inférieures à celles obtenues dans le département et dans l'académie, principalement en mathématiques et en sciences. L'indice de valeur ajouté pour le DNB 2023 est de -6. Cela signifie que nous avons moins bien fait réussir les élèves que ce qui était escompté. Nous luttons au quotidien cette année pour faire progresser nos élèves. Comment espérer y arriver l'année prochaine avec des conditions d'enseignement et de pratique dégradées, pour les élèves en plus grande difficultés que les années précédentes ?

À ces difficultés scolaires s'ajoutent des problèmes comportementaux pour de nombreux élèves de ce niveau (tenue de 14 équipes éducatives et 2 commissions éducatives pour ce niveau). Cette estimation avec des classes chargées à 29 élèves ne nous permettra pas un accompagnement à la hauteur des besoins. Et que se passera-t-il si nous avons des redoublants ou des arrivants en cours d'année prochaine ?

S'ajoute à cette question des futures classes de 3° surchargées, **la problématique des 11 élèves UPE2A actuellement non comptabilisés dans les effectifs de DHG alors qu'ils sont présents dans nos classes** et demandent une attention plus importante.

La DHG mettant en œuvre la réforme provoque l'appauvrissement des propositions pédagogiques de notre collège. D'abord - nous l'avons évoqué plus haut - la disparition de l'AP (Aide personnalisée qui était proposée et nécessaire à toutes les classes), mais aussi des EPI, ainsi que la perte du Soutien-Approfondissement en Sixième que nous déplorons. De plus nous ne disposons plus assez d'heures postes pour permettre de fonctionner et d'assurer l'encadrement de la section sportive ski par notre enseignante d'EPS. Elle avait des IMP normalement pas adaptées à ce type d'encadrement et ne sait pas pour l'année prochaine comment elle pourra être rétribuée. Globalement d'année en année, le volant d'HSE affectées à notre établissement diminue ce qui nous fait perdre de la souplesse et de la réactivité pour venir en aide à nos élèves (tutorat, prise en charge de petits groupes ponctuellement, l'atelier confiance en soi, les voyages et les sorties pédagogiques ainsi que les ateliers du temps de midi..)

Il se pose aussi toujours le problème dans notre établissement la prise en charge des HSA : peu d'enseignants peuvent en recevoir (temps partiels...) ce qui oblige le cumul engendrant l'épuisement des personnels. Or, ce sont les mêmes enseignants qui s'investissent dans les projets, dans les dispositifs d'aides aux devoirs plébiscités par les élèves ("Devoirs faits" proposés dans toutes les classes). La charge générée par les HSA risque de faire diminuer le nombre d'enseignants volontaires.

Or, beaucoup de nos élèves ont un profil type REP avec un niveau très faible pour une majorité : les résultats aux évaluations nationales de 6° le montrent bien. En 2022 et 2023, on assiste à une baisse des scores moyens obtenus par nos élèves (en 2022 le score moyen en français et en mathématiques est de 250 alors qu'en 2023, on passe à 245). On voit les écarts se creuser avec les moyennes académiques (263 en français et 260 en mathématiques) et nationales (255 en français et mathématiques) enregistrées sur ces 2 années. **On assiste donc depuis 2 ans à une dégradation du niveau global de nos élèves entrant au collège.** Le faible taux de boursiers (taux 3 (3.5%)) est un indicateur peu fiable car la proximité de la Suisse avec des salaires avantageux cache la misère culturelle et éducative dans laquelle se trouvent nos élèves. De plus, certaines familles susceptibles d'être éligibles ne font pas la demande : barrière de la langue ou difficultés numériques (matériel ou "illettrisme") pour la demande en ligne. Il est plus représentatif de se baser sur les catégories socio-professionnelles où les cadres moyens et supérieurs ne représentent que 25.6% de nos familles pour 36.8% d'ouvriers, 13.5% d'employés, artisans, agriculteurs et 24.1% de non renseignés (ce qui illustre la méfiance ou le désintérêt de certaines familles).

Il faut ajouter à ces difficultés que sur nos 369 élèves, 49 bénéficient d'un PPRE ou d'un PAP soit 13.3% des élèves du collège.

Nous avons également 12 élèves en ULIS, qui est à son niveau maximum, alors que des élèves présents dans les classes sont en attente d'une place. Concrètement, des efforts ont été consentis par

l'équipe (cette année, ont été accueillis par moments jusqu'à 14 élèves en Ulis alors qu'il n'y a que 12 places), mais il n'y a pas la possibilité de répondre à tous les besoins. De ce fait les élèves nouvellement notifiés se retrouvent en liste d'attente et peuvent se voir proposer de quitter l'établissement pour trouver une place en Ulis, alors qu'une des problématiques de la ville est le refus de nombreuses familles à scolariser leur enfant en dehors de Nantua. **Ainsi une ouverture d'une classe supplémentaire est indispensable à planifier sur le secteur.**

Dans le PIAL, les conditions d'accompagnement des 6 élèves présents se sont également fortement dégradées depuis le non-remplacement complet d'un AESH en arrêt. Cette situation est due à une politique générale au niveau des PIAL où il y a une volonté de maîtriser les embauches d'AESH et en même temps une difficulté de recrutement car Nantua est sur un bassin d'emploi dynamique. Comme les besoins d'accompagnements ont tendance à augmenter cette année, surtout au collège Xavier Bichat, et que les dispositifs fonctionnent à moyens constants, lorsqu'il y a des absences prolongées des personnels et de nouvelles arrivées d'élèves notifiés, cela devient difficile d'assurer l'inclusion au collège malgré la loi. Pour le PIAL, ce manque d'heure d'accompagnement AESH fait que nous sommes passés de 8/9h d'accompagnement par élève l'an dernier à 6h environ aujourd'hui. Depuis le mois de janvier, lorsque qu'un(e) AESH est absent(e) dans une école de notre secteur il n'y a pas de solution de remplacement et pourtant, il manque encore 15h/semaine au collège Xavier Bichat pour compléter les 30h de l'AESH en arrêt. Pour assurer des remplacements, il faudrait diminuer encore l'accompagnement des élèves alors que certains élèves n'ont actuellement par exemple aucun accompagnement en cours de français alors qu'ils souffrent de handicaps très pénalisants pour les compétences d'écriture.

Parmi nos élèves de Troisième ne faisant partie d'aucun dispositif, 7% des élèves vont présenter le CFG afin de valider un diplôme de niveau cycle 3 mais le collège souffre d'un manque d'HSE pour rémunérer leur préparation à cet examen.

Nous comptabilisons également dans nos classes un nombre important d'élèves relevant de SEGPA : au moins une trentaine, soit un élève sur 12. Notre Psy-EN a d'ailleurs noté une nette hausse des tests réalisés à la demande des enseignants cette année : 13 pour le seul mois de Mars de cette année alors qu'elle n'en avait testé que 9 sur l'année 2022-2023. Ces élèves ne sont malheureusement pas orientés dans cette section suite au refus des parents pour le passage des tests, ou pour l'orientation finale. Ces nombreux refus des parents s'expliquent pour une bonne majorité par la crainte des familles d'envoyer leur enfant hors de la ville malgré les transports scolaires.

Le recrutement des élèves du collège se fait dans des écoles comme celles de Nantua, des Neyrolles ou de Saint Germain-de-Joux qui concentrent elles aussi beaucoup de difficultés et des résultats très faibles. Ces écoles répondent largement aux différents critères d'une classification REP.

Nous notons également davantage de recours à la Classe-Relais cette année pour des situations de décrochage : 3 dossiers acceptés et un dossier en cours.

Deux élèves, placées aux foyers de Neyrolles et suivies par l'assistant social, ont des problématiques sociales préoccupantes.

Ces élèves fragiles nécessitent des moyens d'accompagnement et d'encadrement supérieurs et non une diminution des heures d'enseignement ou des dispositifs efficaces comme cela nous est imposé par cette DHG.

On constate aussi que le nombre d'élèves nécessitant d'être accompagnés par notre psy-EN est en augmentation. On assiste à une multiplication des suivis ou des bilans, conséquence de l'augmentation du mal-être des jeunes, de la perte de professionnels du social sur le secteur ou de la démission parentale.

Nous travaillons donc pour un public issu de familles aux niveaux socio-professionnels de plus en plus dégradés mais, ce qui aggrave encore la situation du collège et le sentiment de solitude de la

communauté éducative est **le contexte de Nantua, petite ville isolée des services médicaux et sociaux**. En effet, aucune aide n'est proposée hors du collège en l'**absence de dispositifs tels que le PRE** (Programme de Réussite Éducative, financé par la commune (exemple à Oyonnax) et permettant de missionner auprès des familles des éducateurs pour certaines problématiques lourdes). De plus, cela est aggravé par la **perte d'interventions à Nantua des éducateurs de la Sauvegarde** (conventionnée par le département) ainsi que le non-recours pour de nombreuses familles à la Maison des Ados basée à Oyonnax ainsi qu'au CMP (Centre Médico-Psychologique). Il n'y a pas de structures sur place. L'assistant social se retrouve la plupart du temps seul avec des dossiers de plus en plus nombreux et complexes sans interlocuteurs comme les assistants sociaux du département (il n'y en avait plus que deux l'an dernier sur le département, les nouveaux interviennent trop peu sur Nantua et ne connaissent pas les familles). La psychologue scolaire, en raison du manque de structures locales, aurait besoin de davantage développer le côté "accueil de la parole et psychologie" mais, à la contrainte du suivi de l'orientation, s'ajoute la contrainte de temps : une journée par semaine. Le secteur est de surcroît en situation de désert médical, ce qui rend impossible l'établissement de certains bilans (orthophoniques notamment) pour les familles. Nous déplorons d'ailleurs l'**absence de médecin scolaire**.

En conséquence, nous subissons aussi une augmentation des cas d'incivilités et des faits de violences verbales ou physiques. Depuis le début de cette année scolaire, 50 élèves (soit environ 13.5% de notre effectif) ont fait l'objet d'une sanction posée par le chef d'établissement (16 avertissements, 14 blâmes, 17 exclusions temporaires, 1 exclusion avec sursis et 2 exclusions définitives. Nous en sommes déjà à notre 3ème conseil de discipline.

Ajoutons à cela la mise en place nécessaire de 21 équipes éducatives et de 6 commissions éducatives (soit 7% des élèves).

Nous constatons aussi que plus en plus de familles expriment un désintérêt voire une défiance vis-à-vis de notre institution. Des parents de plus en plus nombreux ne viennent pas aux réunions parents-professeurs ou ne se présentent plus aux commissions éducatives, d'autres contestent des rendez-vous ou sont virulents vis-à-vis des prises de décisions. Beaucoup ne visent même plus le carnet de correspondance de leur enfant.

Nous sommes également confrontés à la demande de l'institution afin de prendre en charge des élèves plusieurs fois exclus par conseil de discipline des collèges alentour (4 élèves depuis le début de l'année) ou revenus de Seconde Professionnelle en échec complet et en situation de décrochage alors que nous n'avons que les moyens d'un établissement classique, sans éducateurs ou dispositif de classe-relais sur place.

L'équipe du collège Xavier Bichat se retrouve seule et désarmée face à des problématiques de plus en plus lourdes de décrochage scolaire, de désaffection des familles dans la scolarité de leurs enfants et de dysfonctionnements récurrents du comportement. Elle court sur tous les fronts avec un épuisement réel : les professeurs principaux gèrent de plus en plus de cas complexes et chronophages alors qu'il n'y a aucune reconnaissance de la tâche. Nombreux sont les enseignants qui ne souhaiteront plus assurer la mission à la rentrée, sans compter que les professeurs de mathématiques et de français, qui n'auront plus devant eux une classe mais un groupe issu de plusieurs classes en raison de la réforme, refuseront d'assumer cette tâche.

Le temps de travail du chef d'établissement est excessivement absorbé par la gestion de tous les cas d'élèves difficiles (80% de son temps). L'absence d'un adjoint sur l'établissement se fait d'autant plus cruellement sentir sur toute l'organisation de l'établissement.

Le départ à la retraite de la gestionnaire sans remplacement annoncé inquiète aussi fortement l'ensemble de l'équipe : quelles missions vont encore peser sur le chef d'établissement?

Quant à l'équipe de Vie Scolaire, malgré son implication, elle est toujours sur la corde raide afin de parer au plus urgent. De plus en plus de jeunes sont dans des situations difficiles pour lesquelles nous n'avons pas de solutions, ce qui oblige nos AED à endosser des rôles de psychologues ou de parents de substitution pour lesquelles elles ne sont pas formées. Comment pourrait-elle suivre sans renforts avec l'organisation nécessaire pour l'année prochaine ?

Pour finir, nous déplorons toujours l'absence d'un professeur d'Éducation musicale à temps plein pour l'année 2023-2024 dans ce collège, alors que l'éducation artistique y est si fondamentale pour nos élèves.

Nous ne pouvons pas laisser perdurer cette rupture d'égalité du service public d'éducation pour nos élèves et leurs familles pour la rentrée 2024.

Ainsi face à toutes ces difficultés présentes et à venir,

- **nous réitérons instamment notre demande de voir notre collège et les écoles du secteur reconnus REP pour la rentrée 2024 et ainsi, bénéficier de moyens d'accompagnements et d'encadrements supplémentaires et d'une plus grande attractivité, nécessaires à son fonctionnement dans des conditions dignes,**
- **nous demandons un assouplissement permettant une autonomie et une adaptation au contexte de notre établissement dans la mise en place de la réforme de mars 2024 en particulier sur la mise en œuvre des groupes de besoins,**
- **nous demandons la réévaluation des besoins et l'augmentation des moyens pour l'inclusion des élèves en situation de handicap, conformément aux textes de loi.**

Les enseignants et personnels du collège Xavier Bichat de Nantua
La fédération de parents PEEP